



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DE LA MARNE

### Direction départementale des territoires

Service Environnement  
Eau – Préservation des Ressources  
Cellule procédures environnementales

AP n°2014-MD-11-IC  
JM



### ARRETE PREFECTORAL de MISE EN DEMEURE

Le Préfet de la région Champagne-Ardenne,  
Préfet du département de la Marne,

#### Vu :

- le code de l'environnement ;
- le dossier de demande d'autorisation d'exploiter de juillet 2008, en particulier les fiches 27 et 28 du dossier de demande d'autorisation d'exploiter de juillet 2008 qui prévoient « une exploitation progressive par niveaux successifs » avec des « digues intermédiaires [qui] délimitent les casiers et les alvéoles ». « Ces diguettes sont surélevées en cours d'exploitation à mesure du remblayage en déchets de façon à assurer leur confinement au sein du massif » ;
- l'arrêté préfectoral n° 2009-A-90-IC du 31 août 2009 autorisant la Société ONYX EST à exploiter un centre de stockage de déchets non dangereux ainsi que des installations de tri et de regroupement de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de BEINE NAUROY ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2011-APC-124-IC du 20 septembre 2011 ;
- le rapport en date du 16 janvier 2014 de l'inspection des installations classées relatif à la visite d'inspection des 15 octobre et 22 novembre 2013 ;

#### Considérant :

- que les flancs de l'alvéole 3 sont abrupts et présentent des déchets « à nus », alors son exploitation ne respecte pas le programme présenté dans le dossier de demande d'autorisation de juillet 2008 ce qui est non-conforme au chapitre 1.3 de l'arrêté préfectoral du 31 août 2009 ;
- que la configuration des flancs de l'alvéole 3 n'est pas compatible au principe « d'exploitation progressive » visant à « assurer la stabilité de la masse de déchets » tel que fixé par les articles 8.4.1.3 et 8.4.5.1 de l'arrêté préfectoral du 31 août 2009 ;
- que lors des visites d'inspection des 15 octobre et 22 novembre 2013, il n'a pas été identifié de déchets dispersés aux alentours de l'installation ni de problème d'odeur ;

**SUR proposition du Directeur Départemental des Territoires de la Marne ;**

### ARRETE

#### Article 1er

La Société ONYX EST, est mise en demeure, pour son établissement situé au lieu dit « le Grand Montfort » - 51 490 BEINE NAUROY, de régulariser ses méthodes d'exploitation selon les dispositions des articles suivants de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 août 2009 :

- Chapitre 1.3 - conformité au dossier de demande d'autorisation : « Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur. »
- Article 8.4.1.3 - Aménagement et mode d'exploitation : « L'évolution du phasage repose sur le principe d'une exploitation progressive par niveaux successifs présentant une hauteur maximum de déchets remblayés d'environ 5 mètres. »

- Article 8.4.5.1 - Exploitation des alvéoles : « La couverture intermédiaire, composée de matériaux inertes, a pour rôle de limiter les infiltrations dans la masse des déchets. Les déchets sont disposés de manière à assurer la stabilité de la masse des déchets et des structures associées et en particulier à éviter les glissements. Les déchets sont déposés en couches successives et compactées sur site sauf s'il s'agit de déchets emballés. Ils sont recouverts périodiquement, au minimum de manière hebdomadaire, pour limiter les envols et prévenir les nuisances olfactives. »

#### Article 2 – Délai

La mise en œuvre des mesures visées à l'article 1er respecte le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

#### Article 3 – Sanctions

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, si, à l'expiration des délais fixés pour l'exécution, l'exploitant n'a pas obtempéré à cette injonction, le préfet peut :

- obliger l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des travaux à réaliser ;
- faire procéder d'office, aux frais de l'exploitant, à l'exécution des mesures prescrites ;
- suspendre par arrêté le fonctionnement de l'installation, jusqu'à exécution des conditions imposées et prendre les dispositions provisoires nécessaires.

#### Article 4 – Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### Article 5 – Recours

En application de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai d'un an à compter de l'affichage de la décision.

#### Article 6 – Notification

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Champagne Ardenne, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Marne ainsi que l'inspection des installations classées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à la sous préfecture de Reims, à la délégation territoriale de l'agence régionale de santé, à la direction du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, à la direction départementale des services d'incendie et de secours, à la direction de l'Agence de l'Eau, ainsi qu'à Monsieur le maire de BEINE NAUROY qui en donnera communication au conseil municipal.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à Monsieur le Directeur de la Société ONYX EST - Veolia - 1 allée Thierry Sabine, Pôle Technologique Henri Farman, 51686 Reims Cedex 2.

Monsieur le Maire de BEINE NAUROY procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la direction départementale des territoires.

Châlons-en-Champagne, le 21 FEV. 2014

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général de la préfecture,



Francis SOUTRIC